

Forum de ce numéro : **Menace sur le social et la santé**

Éditorial

La démocratie est menacée

Le constat est alarmant : partout dans le monde, la démocratie recule. Alors que l'on assistait au XX^e siècle à une augmentation réjouissante des pays accordant davantage de libertés à leurs peuples, on constate actuellement un durcissement des droits politiques un peu partout dans le monde.

On ne veut pas parler des pays qui, comme la Chine, l'Iran et la Libye par exemple, n'ont jamais connu d'autres régimes que ceux qui soumettaient le peuple à une féroce dictature. Non, la régression s'opère dans des nations qui, jusqu'à maintenant, étaient considérées comme des modèles de tolérance.

Moi, Président des présidents

Il rêvait de lauriers
Prix Nobel de la Paix
Comment faire taire les armes
Semeurs de mort, de larmes

A coups de taxes douanières
Imposées, arbitraires
Je mérite mieux que ça
Suis chef des USA

A défaut de Nobel
Vais créer mon label
Puis, m'autoproclamer
Trump, Président de la Paix

Emilie Salamin-Amar

La démocratie est un régime politique qui repose sur cinq piliers : le respect des libertés fondamentales, la séparation des pouvoirs, la tenue d'élections libres régulières, la souveraineté du peuple et le pluralisme politique. En un mot, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Combien des 193 pays membres de l'ONU peuvent prétendre correspondre à cette définition ?

Prenons l'exemple des États-Unis. Le premier amendement de la Constitution garantit la liberté d'expression. Et pourtant, depuis que Donald Trump est au pouvoir, des télévisions et des radios licencient les animateurs qui ont osé se moquer du président ou contester ses agissements. Et que dire des milliers de fonctionnaires qui ont été licenciés tout simplement parce qu'ils refusaient d'appliquer la politique d'extrême-droite de Trump ?

En Russie, ce n'est pas mieux : le peuple est trompé par les paroles guerrières de Poutine, à tel point que la grande majorité de la population estime que l'invasion de l'Ukraine est une guerre juste. Et les opposants se font rares car ils sont systématiquement emprisonnés (ou même empoisonnés comme Alexeï Navalny).

Et en Suisse ? La liberté est heureusement encore respectée. Mais, de plus en plus, les autorités fédérales se sont éloignées des préoccupations

du peuple, ce qui explique peut-être l'abstention de plus en plus importante lors des votations. Un exemple : selon un récent sondage d'opinion, 80 % de la population souhaiterait revoter sur l'acquisition de nouveaux avions pour l'armée. Et pourtant, la majorité de droite du Conseil Fédéral et du Parlement s'oppose à redonner la parole au peuple.

Ce dernier a par ailleurs accepté il y a quelques années de créer un service civil. Aujourd'hui, on veut durcir ses conditions d'accès (et réduire ses effectifs de 6600 à 4000) et ainsi pénaliser les nombreuses associations qui ont recours à lui.

Plus près de nous, notre ami journaliste Alain Prêtre est condamné parce qu'il avait pris la défense du loup et tenu des propos un peu vifs à l'égard de certains politiciens et chasseurs. Pour avoir usé de sa liberté d'expression, il devra s'acquitter d'une somme de 15 000 CHF.

On le voit, il n'est pas bon aujourd'hui de dire la vérité ou de contester la parole officielle. Il nous appartient de nous exprimer avec franchise et de ne pas taire les divergences que nous pouvons avoir avec ceux qui pensent autrement. Au 17^e siècle, le philosophe Nicolas Boileau disait : « *C'est de la confrontation des idées que jaillit la lumière* ».

Mettons en pratique cette belle maxime.

Rémy Cosandey

La paix en Ukraine : deux gagnants, deux perdants

Il était temps : après avoir cru, pendant presque quatre ans, que l'Ukraine pouvait battre la Russie grâce à l'aide militaire et économique des Européens et des Américains, on a enfin arrêté de rêver. Soyons clairs. Toutes et tous, y compris l'auteur de cet article, on aurait voulu voir l'autocrate sanguinaire Vladimir Poutine perdre. Au final, cela ne coûte rien de rêver.

Mais si on avait regardé en face la réalité sur le terrain, on aurait compris tout de suite que la victoire de l'Ukraine était impossible. Et c'est juste magnifique de voir que l'on s'assoit, enfin, autour d'une table pour discuter de paix.

Inutile de revenir sur le sujet « *pays agressé, pays agresseur* ». On le connaît. C'est indiscutable. Inutile de discuter de la politique du gouvernement ukrainien contre la partie russophile et russophone de la population ukrainienne depuis, au moins, 2014. Ce n'est pas le but de cet article. Disons juste que Poutine a justifié son attaque du 24 février 2022 avec la nécessité pour son pays de ne pas voir l'Ukraine entrer dans l'OTAN. Disons aussi que les négociateurs ukrainiens avaient, selon leurs déclarations, fêté avec du champagne les conditions posées par les négociateurs russes en avril 2022 pour la fin de la « *campagne militaire spéciale* ». Oui, avril 2022. La guerre aurait pu s'arrêter là, sans pertes de territoires pour l'Ukraine. Il y a presque 4 ans. Il y a environ 1 million de morts.

Mais, quatre ans après, que reste-t-il des promesses, des proclamations, de la propagande des États-Unis, de Biden et de l'Europe ? Quelles seront, probablement, les conditions finales que l'Ukraine sera obligée d'accepter ? Cette paix verra deux gagnants et deux perdants. Dans le premier camp, il y aura l'Amérique de Trump et la Russie de Poutine. Dans le deuxième, l'Ukraine et, surtout, l'Europe. De l'Ukraine, je n'en parlerai pas. La situation est tellement évidente que d'en parler me semblerait presque de l'acharnement. *Ora pro Kiev*, je dirais, et stop.

Partons des États-Unis : Trump, encore une fois, se démontre homme de paix. Malgré tout ce que l'on peut penser de lui et de ses méthodes grossières, il reste le seul qui n'a pas, pendant ses années en tant que Président, ouvert de nouvelles guerres. En même temps, pendant cette guerre russo-ukrainienne, il a imposé à beaucoup de pays de l'Europe d'acheter le gaz américain, à la place du gaz russe. Lequel était, au passage, moins cher et de meilleure qualité. Il a aussi imposé aux pays européens d'acheter des armes via l'OTAN, qui les achète des États-Unis. Jackpot.

La victoire de la Russie est le miroir de la défaite complète, indéniable, attendue et brûlante de l'Europe. Pendant presque quatre ans, deux phrases ont été répétées par les politiciens européens et, par conséquent, par les journaux qui leur faisaient la propagande : « *Avec l'Ukraine jusqu'à la victoire* » et « *L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN est un processus inéluctable* ». Or, l'Ukraine a perdu, et Trump a déclaré que « *l'Ukraine n'entrera pas dans l'OTAN. Certaines choses ne peuvent pas changer* ». La Russie avait commencé

cette guerre pour que l'Ukraine n'entre pas dans l'OTAN. Si tel est le cas, la Russie aura gagné, l'Ukraine et l'Europe auront perdu. C'est un fait objectif. Point. Set. Match !

Comment feront, maintenant, les dirigeants européens pour ne pas avouer la défaite ? Qu'est-ce qu'ils feront dire à leurs *journalaux* du système ? La propagande est déjà en marche, et elle se base sur deux sujets. Dire qu'ils sont faibles est un euphémisme.

Le premier, c'est que l'Ukraine, bien qu'elle ne devienne pas membre de l'OTAN, sera protégée par l'article 5 des statuts de l'OTAN. Eh bien, que dit cet article ? Il dit que, en cas d'attaque armée contre un des pays membres de l'OTAN, chacun des autres pays de l'OTAN « *... assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée...* ».

Donc, une défense armée de l'Ukraine de la part des autres pays de l'OTAN, en cas d'attaque future, est une possibilité, pas du tout une obligation pour aucune des autres parties qui ont signé ces statuts. Ça vaut pour l'Ukraine, comme pour tous les pays qui font intégralement partie de l'OTAN.

Le deuxième argument : grâce à la courageuse résistance ukrainienne et aux aides militaires et financières américaines et européennes, la Russie n'est pas arrivée à conquérir toute l'Ukraine. La Russie n'a jamais eu comme objectif la conquête de l'Ukraine. Elle est déjà le plus grand pays du monde : que ferait-elle d'autres territoires, qui seraient, en plus, pour la plupart, hostiles à la Russie ? La Russie, avant le 24 février 2022, occupait déjà environ 7 % du territoire ukrainien. Aujourd'hui, elle en occupe environ le 21 %. Pas grand-chose, direz-vous, après 4 ans de guerre et presque 1 million de morts. Bah, si ! ... car dans ce 21 % du territoire ukrainien il y a, parmi d'autres choses, le 40 % des ressources minières, presque le 80 % de la production du charbon, la plus grande industrie d'acier ainsi que la plus grande centrale nucléaire ukrainienne (et l'une des plus grandes d'Europe). La Russie a, maintenant, le contrôle sur la Mer d'Azov et a fortement limité l'accès à la mer de l'Ukraine.

Poutine est un autocrate et un dictateur sanguinaire. Cela ne fait pas débat. Mais il a gagné et dicte ses conditions. Si nos dirigeants européens avaient vraiment à cœur la situation du peuple ukrainien, ils n'auraient jamais dû droguer le président Zelensky d'une idée de toute-puissance, ni le convaincre qu'il pouvait gagner contre le géant russe. Ils auraient dû encourager les accords de paix déjà pris en avril 2022, arrêter de croire (avec les États-Unis de Biden) à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, et ainsi sauver des milliers de vies ukrainiennes et russes. Si Poutine est l'agresseur, l'Europe n'est pas la défenseuse du peuple ukrainien qui est, au fond, la vraie victime de ce suicide politico-militaire occidental.

Dr Berardino De Bari, Neuchâtel

Les plus fragiles sacrifiés

En raison des cadeaux fiscaux consentis aux plus riches contribuables et de l'augmentation massive des dépenses de la défense nationale, le budget fédéral 2026 de la santé, du social et de la culture sera considérablement diminué. Les partis de droite étant majoritaires aussi bien au Conseil national qu'au Conseil des États, les coupes risquent d'être importantes. Une fois de plus, l'intérêt des plus aisés passera avant celui de la majorité des habitants du pays.

La Confédération prévoit un déficit de 2,4 milliards de francs en 2027 et de 3 milliards pour les années 2028 et 2029. On peut en conclure que les finances fédérales sont fragiles car les dépenses augmentent davantage que les recettes.

Pour faire face à cette situation, le Conseil Fédéral, au lieu de demander un petit effort aux plus gros contribuables et de taxer un peu plus les héritages à partir de 50 millions de francs, taille dans des domaines qui touchent davantage les pauvres que les riches. De plus en plus, à l'instar de ce qui se passe dans plusieurs pays, notamment aux États-Unis, la Suisse perd le sens de la solidarité. Rappelons donc à nos édiles le préambule de la Constitution fédérale : « *La force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres* ».

Si la situation continue à se détériorer, il faudra appliquer de plus en plus souvent l'article 12 de cette même Consti-

tution : « *Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine* ». Précisons que 800 000 personnes sont aujourd'hui déjà sous le seuil de pauvreté.

Le forum de ce numéro donne la parole à des personnalités qui ont une vision plus humaniste de la situation. Lecteurs, lectrices de L'Essor, donnez-nous votre avis* que nous publierons dans notre prochaine édition. Exprimez-vous, dénoncez les projets des autorités fédérales car nous devons tous contribuer à ce que l'écart entre riches et pauvres ne s'accroisse pas encore davantage dans notre pays.

Rémy Cosandey

(*) Le plus simple est de nous envoyer un courriel, à notre adresse redaction@journal-lessor.ch, ou par la poste (voir page 16).

L'aide sociale, cible privilégiée des ultralibéraux bernois

Les élections cantonales bernoises auront lieu le 29 mars 2026. Pour la première fois de son histoire récente, la gauche du Jura bernois (PS et les Verts) s'est entendue pour désigner un seul candidat à l'élection au gouvernement : Hervé Gullotti (PS), maire de Tramelan, ancien président du Grand Conseil et ancien membre du comité de rédaction de L'Essor. À noter que le Jura bernois bénéficie d'un siège garanti au gouvernement bernois (sur sept). Ce siège est occupé depuis 10 ans par un élu UDC, Pierre-Alain Schnegg. Notre ami Hervé, que nous recommandons au vote de nos abonnés bernois, a accepté de rédiger un article pour notre journal (réd.).

Doté d'une majorité bourgeoise au Conseil exécutif et au Parlement cantonal, le canton de Berne écorne petit à petit sa législation sur l'aide sociale. Portée par une décomplexification de la droite ultralibérale inspirée par la politique de Trump aux États-Unis, cette majorité, conduite par l'UDC, transforme l'esprit de cet outil de l'État-providence.

Ainsi, lors de la session d'automne 2025 du Grand Conseil, les députés ont planché sur une révision qui met l'accent sur davantage de contrôle et de performance des bénéficiaires plutôt que sur la lutte contre la pauvreté. Selon le *mainstream* des partisans suisses de Trump, l'éradication de la pauvreté dans la population n'est plus une tâche de l'État. C'est une affaire privée. Comme avant le XIX^e siècle.

Ainsi, en première lecture, le Parlement cantonal a-t-il décidé de durcir cette loi, au grand dam de la gauche. Il a trouvé judicieux de contraindre dorénavant les candidats à l'aide sociale à maîtriser ou à apprendre l'une des deux langues officielles cantonales, le français ou l'allemand, pour toucher l'aide sociale. Le législatif a également décidé de punir les

communes dont les services sociaux n'appliqueraient pas correctement la loi sur l'aide sociale. Les inspections seront augmentées afin de mettre davantage de pression sur les employé-e-s de ces services.

L'introduction de cartes de paiement a également passé la rampe. Ce qui fait que les bénéficiaires ne pourront plus choisir ce qu'ils font de leur argent et ne pourront par exemple plus envoyer de soutien financier aux membres de leur famille dans leur pays d'origine.

Ce sont des exemples de la manière dont la majorité tord cette loi pour la muer en un appareil de mesure de la performance et de levier de la méritocratie. Aujourd'hui, naître pauvre ou le devenir dans le canton de Berne est considéré comme une tare dont l'État doit se détourner. La gestion de la pauvreté, dont on ne veut plus connaître les causes et encore moins y apporter un quelconque remède glisse insidieusement du domaine public au domaine privé. Ce retour à des pratiques ancestrales antisolidaires et antisociales, il faut veiller à le dénoncer sans cesse.

Hervé Gullotti, Tramelan

Coup de sabre dans l'humanitaire

Si, à l'interne, les propositions d'économies dans la santé, le sport, les subventions de toutes sortes passent très mal et sont sujettes à de nombreuses contestations, les coups de sabre dans le domaine de l'aide humanitaire internationale sont encore plus scandaleux. Il s'agit bien de retirer le pain de la bouche de millions d'affamés, de réduire les soins minimaux encore accessibles et d'enlever le peu de sécurité restante à ceux qui ont déjà tout perdu. Comme les conséquences sont loin des yeux, on doit faire un effort pour ne fût-ce qu'imaginer ce que cela représente pour plus de 100 millions de personnes bénéficiaires de ces modestes aides.

Depuis longtemps, on sait que les obstacles à l'action humanitaire sont nombreux : abus des États comme le harcèlement bureaucratique, déni d'enregistrement officiel empêchant le déploiement sur le terrain, convois bloqués aux frontières, refus de visas, détournement et taxation, vol durant l'acheminement.

Si l'objectif de ces aides n'a normalement aucun but politique, stratégique, militaire ou économique, rien n'interdit de penser que certaines ONG ont des motivations franchement douteuses : espionnage, manipulations. La dernière en date, l'ONG GHF créée par le gouvernement israélien pour prendre le contrôle complet de l'aide alimentaire – partant du principe que celle-ci est détournée par le Hamas et en engageant des mercenaires – en est un sinistre exemple.

Les meilleures organisations, comme la Croix-Rouge, Médecins sans Frontières ou Amnesty International sont par contre extrêmement inquiètes : suspension ou même suppression de services vitaux (abris, eau, nourriture), augmentation de la vulnérabilité des populations déplacées, aggravation des crises alimentaires et sanitaires, fermetures d'écoles, difficultés d'accès aux personnes les plus vulnérables. Les femmes déplacées sont particulièrement en danger, au vu de la réduction des services qui les protègent et les enfants sans scolarité risquent le travail forcé, la traite et le mariage précoce.

Début 2025, Trump supprime plus de 80 % des contrats gérés par l'Agence américaine pour le développement international, les nations européennes détournent une partie de l'aide humanitaire vers les budgets de défense et d'armements et, comme par hasard, la Confédération helvétique sabre à son tour : une véritable épidémie. Au sein

de l'ONU, son secrétaire-adjoint T. Fletcher dit clairement : « *Nous sommes forcés de faire un tri de la survie humaine. Le calcul est cruel et les conséquences déchirantes. Trop de personnes ne recevront pas l'aide dont elles ont besoin. Tout ce que nous demandons, c'est le 1 % de ce que vous avez choisi de dépenser l'année dernière pour la guerre. Mais il ne s'agit pas seulement d'un appel à l'argent, c'est un appel à la responsabilité mondiale, à la solidarité humaine, à l'engagement de mettre fin à la souffrance. Le coût de l'inaction se mesurera à l'aune de souffrances accrues, d'un regain d'instabilité et de vies brisées* ».

Face à ces états de fait, non seulement nous nous devons d'être indignés et choqués, nous sommes de plus obligés d'observer que face aux méthodes dictatoriales qui s'installent aux États-Unis qui font visiblement taches d'huile dans beaucoup de pays, dont le nôtre, nous ne pouvons que nous inquiéter des coups de boutoir faits à la démocratie et à tous les éléments de distorsions qui se multiplient.

Par exemple, beaucoup de prises de positions sur Gaza et Israël sont systématiquement biaisées par des *a priori* bancals et frisant la malhonnêteté. Une analyse globale depuis avant la création de l'État d'Israël se révèle indispensable pour apporter une meilleure compréhension du chaudron moyen-oriental qui a commencé à mijoter dès le départ...

Le résultat de cette soupe invraisemblable est une cascade d'horreurs qui dépasse l'entendement... La lâcheté, l'irrespect, la violence de multiples acteurs ont des conséquences dont on ne voit pas encore toutes les retombées. La perte de dignité, de confiance, la confusion et l'injustice engendrées par cet imbroglio saccagent la bonne foi, le courage et les valeurs qui fondent la démocratie et les volontés politiques du plus grand nombre. La boussole générale semble, peut-être à dessein, virevolter dans tous les sens au point que beaucoup n'ont plus que leur nombril et leurs intérêts personnels comme repères...

Que nous reste-t-il à faire ? Une résistance sur tous les plans, des informations vérifiées comme toile de fond et une solidarité à toute épreuve.

Croire enfin en une majorité de la population bienveillante et prête à faire des efforts de compréhension et de juste partage des biens de ce monde qui a tout pour être magnifique !

Edith Samba, Saint-Martin

Affamer l'État social

Il y a une logique derrière la démarche qui tend à affamer l'État social en réduisant les dépenses sociales. Pourtant, celles-ci ne sont pas des dépenses mais des investissements sur le futur où la garantie d'une société saine devient facteur d'économies. Les dépenses sociales actuelles ne sont que les conséquences d'un corps social dégradé et les frais engagés pour résoudre celles-ci, induites par une conception économique de la société, soit la criminalité sous toutes ses formes, les comportements autodestructifs dus à un pouvoir totalitaire, les compensations névrosées, le vivre-ensemble avorté, dépassent les coûts d'une politique sociale engagée.

Si la droite persiste dans sa volonté d'offrir des cadeaux fiscaux aux riches et d'augmenter les dépenses militaires, c'est qu'elle y trouve son intérêt mais au détriment de la société en général et des peuples en particulier. Car son seul intérêt est de s'enrichir, d'accumuler des biens matériels, d'assurer son confort personnel et, surtout, d'acquérir le pouvoir pour diriger la société à sa guise.

Les arguments de la droite justifiant ces coupes relèvent d'un même constat : derrière ces arguties, le but premier est d'imposer une idéologie économique où l'économie est définie selon des critères basés sur les notions mêmes qui mènent notre monde à sa ruine, soit l'exploitation des ressources et du travail humain, la création de richesse, l'expansionnisme assurant le progrès, le progrès justifiant le développement à l'infini de la capacité industrielle, l'industrie menant à la massification des ouvriers et à la banalisation de l'idée du travail pour inonder le monde d'objets à acquérir à tout prix, la consommation étant l'idéal social et le but final. Pour instrumentaliser cette idéologie, le recours au roi argent, soit l'huile qui fluidifie le système, rend les gens dociles. Alors que les modèles économiques devraient s'orienter vers la mutualisation, le questionnement de la place des objets et leur circulation, de la notion de propriété, de rareté, de limite, les dirigeants construisent des nouvelles normes de consommation en promouvant un capitalisme « responsable ».

Il y a donc une intention qui préside à ces coupes, soit la domination du système, sa préservation, sa consolidation, sa pérennisation et sa perpétuation. Le capitalisme a cassé le pouvoir des ouvriers sur le processus de production par le développement de la robotisation. L'apparition du chômage de masse, l'infinie division du travail sert le pouvoir et mutile les subjectivités selon le credo néo-libéral : « C'est la loi du marché, il faut libérer les forces du marché, éliminer la force normative de l'État, privatiser, déréguler ». L'objectif étant l'autorégulation du marché, la gouvernance mondiale sans l'État, sans contrat social. Mais à présent, les masques sont tombés et c'est la vraie gueule du capitalisme qui apparaît sanglant, arrogant, obsédé, avide, les décideurs n'ont cessé de dé-

montrer leur autisme, leur mépris et leur refus du dialogue.

Produire et consommer est le mot d'ordre du capitalisme. « *Narcissisme-critique* » de Luca V. Bagiella dis-
sèque les ressorts psychiques de cette injonction. Le capitalisme « *est l'expression systématique et économique de puissance du Moi sur l'autre* ». Son succès tient en effet à avoir su intégrer « *le désir, l'envie* ». C'est par le détournement des affects des individus que le système réussit à les convertir en des monades concurrentielles soumises aux impératifs économiques de la production et de la consommation, s'imposant comme des valeurs naturelles.

L'économie capitaliste, par sa productivité et ses rapports à l'environnement tendant à faire abstraction des limites matérielles, cherche à mobiliser une anthropologie au service de la performance capitaliste en vantant la collaboration et la coopération, en valorisant l'empathie dans le management, au prix d'un dysfonctionnement d'une économie déjà déconnectée de ses fondements sociaux humains car réservée à une élite qui contrôle la fabrique sociale.

Le capitalisme a toujours été marqué par la concurrence et l'atomisation des liens sociaux. Le néo-libéralisme renforce les liens qui existent entre ses structures de production et le sacre du narcissisme. Des voies d'ordre politique sont nécessaires afin d'entamer le changement de cap : limitation de la propriété privée, redistribution des richesses, instauration d'un revenu citoyen inconditionnel, réactivation de la notion de citoyenneté, renforcement de la cohésion sociale. Il faudrait selon Bagiella, « *centrer l'enseignement sur le civisme et axer les politiques publiques sur un nouveau vivre-ensemble* ».

Julia Steinberger explore « *la seule piste digne de la civilisation humaine, soit réduire la consommation tout en partageant les richesses, afin de satisfaire les besoins légitimes des classes populaires qui n'ont accès ni à une alimentation suffisante, ni à un logement décent, ni à des soins de santé, ni à une éducation digne de ce nom* » dans une perspective autogestionnaire de se libérer dans le travail et une critique de l'industrialisme visant à se libérer du travail.

Alexandre Chollier : « *Que fait-on lorsque nous sommes écrasés par un monde régi par les lois de l'économie, où les milieux de vie et les humains se retrouvent assignés à la catégorie d'objets que l'on exploite, que l'on use jusqu'à la trame, sans retenue ni devoir de réciprocité. Comment faut-il s'y prendre pour affaiblir ce monde, le fracturer, et laisser émerger d'autres mondes, plus égalitaires, où le pouvoir politique serait non seulement réparti équitablement entre les humains mais aussi étendu aux autres êtres vivants ?* »

Une économie nécessaire dans le budget fédéral

À l'occasion de la préparation du prochain budget fédéral, un groupe de travail dirigé par un certain Serge Gaillard ¹ a proposé une série d'économies : celles-ci touchent des postes comme l'accueil des réfugié-e-s et l'aide au développement. Par contre, le budget militaire connaîtra une augmentation sensible.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine a réveillé les vieux fantasmes de la « guerre froide », avec l'ennemi venant de l'Est. La Suisse n'a pourtant pas à s'inquiéter, elle qui abrite toujours – grâce au secret bancaire, bien qu'écorné – les fonds d'oligarques russes, pas forcément identifiés depuis les sanctions infligées à la Russie. Pour mémoire, la dernière (et première) fois que la Suisse a connu une invasion russe, c'était en 1799 dans le cadre de la guerre entre la France républicaine et les monarchies européennes.

Serge Gaillard et ses acolytes n'ont pas repéré deux sources de gaspillage possible qui auraient permis des économies substantielles : l'achat calamiteux des F-35A que les USA trumpisés vont faire payer au prix fort ; l'achat de drones israéliens, qui ne fonctionnent pas.

6 Une coopération scandaleuse

Concernant les drones israéliens, la décision fut prise en 2015, alors que le Département militaire fédéral était dirigé par Ueli Maurer ², membre du *Schweizerische Volkspartei* – dénommé, sans doute par antiphrase, en Suisse romande *Union démocratique du Centre*. Ces engins ont coûté la bagatelle de 250 millions de francs suisses. Prévus pour entrer en service en 2019, ils ne seront opérationnels qu'en 2029, vu les problèmes techniques qui les empêchent de voler (cf. pour plus de détails Laurent Flutsch, « Histoire drone », *Vigousse, le petit satirique romand*, n° 676, 12 septembre 2025, p. 3). Il eut donc été nécessaire d'exiger le remboursement du paiement effectué au fabricant d'armes israélien Elbit Systems.

Hormis le gaspillage des deniers publics, il y a plus scandaleux dans cette affaire : la coopération militaire entre la Suisse

et l'État d'Israël, lequel depuis le 7 octobre 2023 ³ se livre à un génocide contre la population palestinienne à Gaza et au nettoyage ethnique de la Cisjordanie. L'arrêt de cette coopération militaire est l'une des revendications – auxquelles le gouvernement et la majorité des Chambres fédérales restent obstinément sourds – des mouvements de soutien au peuple palestinien.

Des drones tueurs d'enfants

Revenons aux drones, et plus précisément à ceux qui sont utilisés contre la population palestinienne à Gaza. À la mi-novembre 2024, de retour de Gaza, le docteur Nizam Mamode a été auditionné par les députés britanniques de la commission du développement international à la Chambre des Communes : « *Ce que j'ai trouvé particulièrement troublant, c'est qu'après un bombardement dans une zone surpeuplée, avec des tentes, les drones descendaient et tuaient des civils, des enfants. Nous avons témoigné après témoignage. Ce n'est pas occasionnel, mais des opérations menées jour après jour sur des enfants. Nous opérons des enfants qui racontaient qu'ils étaient allongés sur le sol après le largage d'une bombe et qu'un drone planait au-dessus d'eux avant de leur tirer dessus. Il s'agit clairement d'un acte délibéré, d'un ciblage persistant des civils. Nous avons une ou deux attaques de masse par jour, ce qui signifiait 10 à 20 morts, 20 à 40 blessés graves* » (Meriem Laribi, *Ci-gît l'humanité : Gaza, le génocide et les médias*. Paris, Éditions Critiques, 2025, pp. 277-278).

Dans son essai, *Gaza devant l'histoire* (Montréal, Lux, 2024), le professeur italien Enzo Traverso fustigeait la complaisance de l'Allemagne envers la politique israélienne : « *L'Allemagne ne pouvait pas rater cette occasion : quand il y a un génocide, elle est toujours du côté du bourreau* ». On peut actuellement appliquer cette phrase à la Suisse officielle, l'affaire des drones inefficaces ne représentant qu'un épiphénomène...

Hans-Peter Renk,
conseiller général suppléant,
militant SolidaritéS, Le Locle

1) Serge Gaillard, « au temps de sa jeunesse folle » (François Villon, poète et mauvais garçon au XV^e siècle) milita fugacement dans les rangs de l'extrême-gauche zurichoise, avant de devenir secrétaire de l'Union syndicale suisse (USS). Engagé dans l'administration fédérale par la Conseillère fédérale Doris Leuthard, il illustre admirablement ce couplet d'une chanson du regretté Jean Villard Gilles, « Les vieux enfants » :

» » » »

2) Après s'être affiché, une fois sa retraite prise, avec les antivax durant l'épidémie du Covid-19, Ueli Maurer assistait récemment à Pékin au défilé militaire massif concocté par le président chinois Xi Jinping.

3) Le 7 octobre 2023, au moment de l'attaque du Hamas contre les localités israéliennes voisines de Gaza, une délégation militaire suisse se trouvait en Israël. Elle a dû être prestement exfiltrée pour lui éviter quelques dégâts collatéraux, au cas où elle aurait croisé une unité de combattants palestiniens.

« Voyez ces gueules d'arrivistes,
Ils sont arrivés, ces mecs-là,
Comme dirait mon garagiste,
Oui, bien sûr, mais dans quel état ? ».

Une victoire pour l'activité physique

L'espèce humaine, tout au long de son évolution, a intégré le mouvement à son mode de vie. D'abord pour se nourrir et fuir les prédateurs. La préparation militaire a ensuite joué un rôle important. On connaît les jeux de l'antiquité en Grèce. Ils comportaient de la lutte, de la boxe, des lancers et des courses. La Rome antique, l'Égypte ancienne et l'Orient pratiquaient aussi ce genre de joutes athlétiques.

Après une période creuse jusqu'au Moyen Âge arrive une période de renaissance. Les jeux équestres, les jeux d'adresse et diverses formes de jeux de combats viennent confirmer le côté martial de ce qui devient un divertissement. Au début du XVII^e siècle apparaît le mot sport, inspiré du vieux français « *desport* » signifiant se divertir, s'amuser.

Apparaissent les sports aristocratiques, comme l'escrime, le jeu de paume et le début d'une codification qui aboutira au sport moderne. Celui-ci sera introduit dans les écoles avec toujours une connotation élitiste et de préparation militaire.

Démocratisation de la pratique sportive

En Suisse, il faut attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que la démocratisation de la pratique sportive s'organise et dépasse les traditionnelles fêtes de tirs, de lutte et de gymnastique. La diminution graduelle du labeur quotidien offre plus de temps et d'énergie pour la pratique des loisirs. Pour un corps génétiquement programmé au mouvement, le sport devient une alternative de plus en plus prisée.

La dynamique naissante aboutit, en 1972, à la création du mouvement Jeunesse et Sport (J+S) et à un Office fédéral du sport, rattaché au Département militaire. L'éducation physique à l'école devient une matière scolaire obligatoire avec une particularité, celle d'être réglementée par la Confédération. Ceci alors que l'école reste de la compétence des cantons.

En un peu plus d'une cinquantaine d'années, Jeunesse et Sport prend son essor et accueille un nombre grandissant de pratiquants et surtout de pratiquantes. Le sport se féminise. Jusque-là, seulement la danse, la gymnastique et la natation trouvaient en partie grâce auprès d'une société très patriarcale. Dorénavant, et le récent succès des championnats européens de football féminin le démontre à l'envi, la pratique sportive n'est plus bridée par des questions de genre.

C'est dans ce contexte d'économies budgétaires que le Conseil fédéral a proposé de ne pas mettre à disposition les moyens nécessaires à la croissance en nombre des jeunes sportives et sportifs. Le couperet est tombé : moins de 20 % pour J+S.

Cette annonce a provoqué un immense émoi et l'incompréhension de la population. Alors que les études démontrent les bienfaits de l'activité physique en termes de santé, couper dans la prévention comme le sport chez les jeunes a suscité un tollé. Un soutien populaire sous la forme d'une pétition récoltant plus de 185 000 signatures en un court laps de temps a lancé le combat. Les ministres cantonaux des sports ont également vivement réagi.

Volte-face du Conseil fédéral

Face à cette fronde, le Conseil fédéral vient de changer son fusil d'épaule. Il vient d'annoncer qu'il renonce à cette mesure de réduction. Volte-face, il vient même avec une proposition d'augmentation de 20 millions pour 2026 et 28 millions pour 2027. Ces moyens permettent ainsi d'absorber l'augmentation des disciplines et du nombre de pratiquantes et pratiquants en âge J+S.

Cette pression populaire salvatrice va dans la tendance marquée au soutien général au sport en Suisse. Dans le canton de Neuchâtel, pionnier en la matière, le dépôt de l'initiative 1 % pour le sport, a provoqué une amélioration sensible du soutien au sport et à l'aide pour la construction ou la rénovation des installations sportives. Dans la foulée, la création de la Fédération neuchâteloise du Sport (FeNeSpo) offre un relais organisé et représentatif des sportives et sportifs auprès des autorités.

Si construire son logis, chasser, pêcher, cueillir et cultiver la terre a forgé notre corps à l'activité physique, la profonde mutation de notre style de vie exige que nous nous occupions de maintenir notre enveloppe corporelle en bon état. De plus, l'activité physique en général et le sport en particulier procure également du bien-être et favorise les relations sociales. L'accès au sport doit donc être favorisé, à l'école et dans les clubs, ainsi qu'en créant des espaces favorables dans l'urbanisme local. Se déplacer avec ses propres moyens, à pied ou à vélo concourt également à une sensible amélioration de la lutte contre l'augmentation de la sédentarité.

Finalement, en permettant au plus grand nombre de pratiquer une activité sportive de son choix, il en va également de la justice sociale. En ouvrant à tous les jeunes, aux adultes, mais aussi aux personnes âgées la possibilité de bouger, on favorise l'intégration et les relations intergénérationnelles. Ceci tout en œuvrant à l'amélioration du bien-être et de la santé de la population, en particulier de la plus précarisée. Sans doute la plus belle victoire.

Patrick Erard,

enseignant retraité d'éducation physique et sportive, député, La Chaux-de-Fonds

Vivre 100 ans et au-delà

Dans ce forum où nous traitons des budgets que notre pays consacrera bientôt à la santé et au social, on n'a certainement pas besoin de rappeler que les décisions prises par nos représentants politiques ont et auront des conséquences réelles – et souvent directes – sur la qualité de vie et de soins prodigués à nos aîné·e·s. En cela, il ne s'agit pas uniquement de vivre plus longtemps mais d'abord de vivre mieux. Autonomie, mobilité, acuité mentale et environnement social contribuent tous à maintenir une bonne qualité de vie.

Ne nous méprenons pas ; nos retraité·e·s en bonne santé rendent encore bien des services à la communauté. Mais notre société capitaliste, hyper-stressée et numérisée, a peut-être tendance à en négliger l'importance. Que ce soit en tant que proches aidants, pour la garde des petits-enfants ou comme bénévoles à titres divers, nos aîné·e·s continuent même après l'âge de la retraite à jouer un rôle social qu'on aurait tort de balayer d'un revers de la main, sous prétexte que ce ne sont pas des tâches « productives ».

8

On ne reconnaît pas assez l'apport de tous ceux qui sont encore actifs durant ces années qui suivent ce qu'on a coutume d'appeler la « vie active ». Or, ce n'est souvent que bien plus tard qu'arrive ce qu'on a commencé à appeler le "quatrième âge".

Nombre de centenaires en Suisse

De 1950 à 2010, le nombre de centenaires a quasiment doublé tous les 10 ans en Suisse. Entre 2012 et 2018, cette évolution s'est stabilisée. À partir de 2018, on a à nouveau observé une augmentation. Elle est de près de 100 centenaires en moyenne chaque année, parmi lesquels se trouvent plus de 80 % de femmes. Au 1^{er} janvier 2025, on comptait plus de 5600 centenaires dans l'ensemble du pays.

La Suisse affiche donc 24 centenaires pour 100.000 habitants. Les cantons qui en comptent la plus grande concentration sont le Tessin, Neuchâtel et Bâle-Ville, avec plus de 40 centenaires pour 100 000 habitants. Ceux qui en dénombrent le moins sont le Valais et Appenzell Rhodes-intérieures avec moins de 15 pour 100 000 habitants. Et vous, combien de centenaires connaissez-vous ? (*À part votre vaillant journal L'Essor, qui a déjà 120 ans, évidemment !*)

N'entrons pas ici dans l'analyse des causes de ces différences cantonales, car elles sont nombreuses (conditions de vie, prévention, qualité des soins, régime méditerranéen ou autres paramètres). Relevons seulement, pour conclure, que sur ces chiffres-là AUSSI vos votes budgétaires, Mesdames et Messieurs les politiques, ont des conséquences...

Mario Bélisle

À l'honneur

Nous aimerions saluer ici notre ami Fritz Fink, qui a franchi le cap des 100 ans en mai dernier.

Son nom vous est peut-être inconnu, mais il s'agit là d'un très fidèle ami et abonné de L'Essor, à savoir l'époux de Madame Yvette Humbert-Fink.

Elle, par contre, vous la connaissez si vous êtes vous-même abonné·e depuis quelques temps. En effet, notre amie Yvette a fait partie de notre Comité de rédaction pendant de longues années. Avec une régularité sans faille, elle vous a fait part, en dernière page de chacun de nos numéros, des bonnes nouvelles concernant la Suisse et le Monde.

Pour ce faire, Yvette se rendait régulièrement à la bibliothèque de la ville

d'Yverdon, parcourait la presse locale et internationale et gardait l'œil ouvert pour repérer tout ce qui pouvait constituer matière à une bonne nouvelle, qu'elle partageait ensuite avec vous.

Encore merci, chère Yvette ! Et merci aussi à Fritz... qui a droit à une part de notre reconnaissance !



Notre ami Fritz est né en mai 1925. Dans ses années de formation, il a obtenu un diplôme de mécanicien, dont il a mis les connaissances à

profit, pendant de longues années, au service de la maison Paillard, reprise ensuite par l'entreprise Hermès, défunte fabricante de machines à écrire. Chez eux, Fritz conduisait les tests et contrôles des matériaux.

Mais la vie n'est pas faite que de travail. En plus de l'engagement d'Yvette pour notre journal, le couple a été longtemps actif au sein de l'association J.E.A.N. Fritz y occupait la fonction de caissier. (cf. web : associationjean.org). C'est à cette époque-là déjà (fin des années 80) que je l'ai connu.

Depuis, Fritz jouit d'une retraite évidemment bien méritée. Il continue à plus de 100 ans à rayonner le calme, la grandeur d'âme et la gentillesse que nous lui avons toujours connues.

Salut à toi, l'Ami !

– MBe

La démocratie est malade

Nombreux et nombreuses sont les citoyens et les citoyennes qui se lamentent de constater l'acharnement que mettent leurs élus à augmenter de manière démesurée les dépenses militaires. Comme personne – et surtout pas ceux qui disposent d'importants moyens financiers – ne propose d'augmenter les impôts, on prend l'argent là où il est le plus nécessaire : dans les politiques sociales, sanitaires, d'éducation, de recherche, etc.

La question qu'il faut se poser est la suivante : pourquoi, au-delà de l'incessante lutte des classes, y a-t'il tant de gens intelligents qui préconisent ces politiques ? Pourquoi trouvent-ils des majorités pour les suivre et pour les réélire ?

Nos démocraties sont malades, car trop souvent construites et conduites par le mensonge. Et cela depuis leur naissance au début du XIX^e siècle avec une efficacité redoutable et renouvelée dans les temps modernes où la manipulation de l'opinion publique se trouve encouragée par la concentration des puissances financières et par les moyens techniques mis à leur disposition, par le contrôle qu'elles exercent sur la presse et sur la TV.

Une presse de milliardaires

Un Elon Musk publie plusieurs messages tous les jours sur X et il est lu par plus d'un milliard de « *consommateurs de son outil de propagande* ». La presse française est entre les mains de neuf milliardaires, souvent des marchands d'armes. Par exemple, ceux qui contrôlent LCI ont embauché une vedette de la TV romande qui avait des ennuis avec sa hiérarchie (il a été blanchi) pour répéter tous les soirs ou presque, en compagnie de généraux en civil et d'une ancienne ambassadrice à Moscou que Poutine n'a qu'une idée : envahir l'Europe.

Lorsque le même président explique que son seul souci est d'éviter que les Américains ne viennent installer des missiles sous ses fenêtres, « les employés de LCI et les animateurs de ce *show* permanent » expliquent qu'ils savent bien mieux que lui ce que pense ce « dictateur » qui par ailleurs n'est qu'un menteur, parfois ils le disent fou.

Et notre presse suisse ? Elle est aussi entre les mains de millionnaires après au gain et elle ne donne par exemple jamais la parole au conseiller national Fridetz

qui a pourtant écrit un livre sur ce thème. Il explique qu'un pays qui a un PIB semblable à celui de l'Espagne malgré sa taille, qui doit tenir compte d'une démographie en baisse (140 millions d'habitants) et qui n'arrive pas à faire façon de son petit voisin ne risque pas d'engager un conflit contre les pays de l'OTAN (700 millions d'habitants et une incroyable puissance de feu). Cela malgré toutes les provocations de Macron en particulier.

La démocratie : une supercherie ?

Mon quatrième bouquin pose la question de savoir si l'invention de la démocratie telle qu'on la conçoit n'est pas une supercherie visant à cacher que c'est simplement la haute bourgeoisie qui a pris le pouvoir qui appartenait à la noblesse ? Par tout le « *cirque* » qui évolue autour du contrôle de la gestion des affaires publiques, on reste tous persuadés que c'est le peuple qui décide de son sort. Comme il arrive quelque fois (rarement) que ce soit bien lui qui s'impose, on continue d'y croire.

La propagande organisée comme une recherche de vérité remplit la pensée et les réflexions d'une large majorité de la population et pendant ce temps, les vats'en guerre et les marchands de canons imposent facilement leur politique imbécile.

« *Quand nous arriverons à contrôler l'opinion publique comme Staline arrive à le faire en URSS, nous affirmerait un contradicteur il y a cinquante ans, nous arriverons plus rapidement à nos fins.* » Ils y arrivent. Notre presse donne l'impression d'être ouverte puisqu'elle donne la parole et à la droite et à la gauche et que la télévision contrôle les temps de parole afin d'être équitable. Ce que l'on ne sait pas, c'est tout ce qui est caché et tout ce qui n'est que propagande ou trahison de la vérité.

Un exemple. Au soir de l'Eurovision suivie par des millions de téléspectateurs, ces derniers ont été bernés parce que les applaudissements qu'ils ont vus et entendus après la prestation israélienne avaient été enregistrés à un autre moment. S'ils avaient pu voir et entendre les vrais applaudissements, ils auraient aussi pu entendre les sifflets de ceux dans la salle qui dénonçaient le génocide du peuple palestinien. Cette même télévision présente pourtant tous les soirs ces atrocités. Qui fait prendre de telles décisions aussi mensongères ?

Nous sommes tous abreuvés d'informations tronquées. Ne nous étonnons plus des décisions sottes que prennent nos autorités avec un appui constant d'une majorité.

Pierre Aguet, ancien conseiller national, Vevey

« Quels moyens mettre en oeuvre pour soutenir, renforcer, sauver la démocratie en Suisse »

Présentation par Madame Tiphaine Germain, à La Chaux-de-Fonds, le mardi 25 novembre 2025.
(19h, Brasserie de la Fontaine) – Réd.

En tant qu'Italien, je crie : honte à mon gouvernement et à mon Président de la République !

Note de la Rédaction : *ce texte du docteur De Bari a été reçu avant l'été. Il n'est pas paru dans notre numéro précédent, par manque de place et notamment parce qu'il compte 7800 caractères. Les événements ayant continué d'évoluer au Moyen-Orient, cela peut en rendre la lecture quelque peu anachronique... mais s'agissant d'un cri du cœur, nous tenions à ne pas le passer sous silence. Ce numéro de 16 pages nous en donne la possibilité. Avec nos remerciements et nos excuses à M. De Bari.*

Le 31 décembre 1981 : « ... Israël a occupé et occupe encore les territoires d'autres peuples. Je voudrais maintenant dire ceci au peuple d'Israël : nous avons toujours été à vos côtés, aux côtés des Juifs lorsqu'ils étaient persécutés ; mais les Juifs n'étaient pas persécutés par les Arabes, avant d'avoir un État, à l'est. Ils ont été persécutés en Europe, par les Européens. Et finalement, après la Première Guerre mondiale, ils ont eu un territoire et une patrie. Par conséquent, à mon avis, les Palestiniens doivent aussi avoir un territoire et une patrie, sinon il n'y aura jamais de paix au Moyen-Orient ».

Ainsi s'exprimait le Président de la République Sandro Pertini, lors de son traditionnel discours de fin d'année aux Italiens, le 31 décembre 1981. C'était une période historique terrible, marquée par le chômage, les tensions internationales, le terrorisme italien et international, et l'assassinat du président Sadate pour saboter le dialogue au Moyen-Orient. Malgré tout, comme toujours, Pertini ne s'est pas dérobé. En tant que grand homme et homme politique d'envergure qu'il était, il a pris position, une position claire, nette, sans équivoque.

Au bruit que cette prise de position avait fait à l'époque a répondu l'an dernier le bruit du silence du Président de la République italienne, Sergio Mattarella.

Cela remonte à décembre 2024, lors de la rencontre avec le président de l'Autorité nationale palestinienne ; je veux parler de la dernière « prise de position », dans laquelle le président italien a confirmé son soutien à la solution « Deux États pour deux peuples », une solution dont on parle depuis la résolution des Nations Unies de 1948, et qui, après des décennies d'espairs, de provocations, de propagande, de sabotages des deux côtés, d'attaques arabes et israéliennes, d'espairs trahis et de milliers de morts des deux côtés (désormais décidément beaucoup plus d'un côté que de l'autre, le côté palestinien), semble presque un refrain ridicule.

Elle reste pourtant la seule solution capable d'assurer les droits, le développement et la paix aux deux populations. Ainsi que dans tout le Proche et le Moyen-Orient.

Résumer en quelques lignes d'un article les mille facettes de la « question israélo-palestinienne » est impossible. Et prendre position pour l'un ou pour l'autre correspond, dans un cadre aussi complexe, à se comporter comme des supporters aveugles. D'ailleurs, ce n'est pas le but de cet article.

Difficile par contre, même pour les plus « israélo-philés », de nier que la victime principale, depuis 1948, c'est bien le peuple palestinien. Et je parle du peuple, pas des formations terroristes arabes qui, tout le long de ces dernières décennies, ont semé la panique et la mort parmi les Israéliens et les Israéliennes. Les Palestiniens et Palestiniennes ont vu leurs terres occupées à la suite de décisions prises par l'ONU, ont vu la guerre flamber car les autres peuples arabes aux alentours de la Palestine n'ont pas voulu reconnaître l'État d'Israël, ont subi la réaction israélienne, les conséquences des attaques des nations arabes contre Israël et d'Israël contre les nations arabes. Les Palestiniens ont vécu dans des camps à ciel ouvert pendant les trente dernières années, étrangers sur leurs terres, et victimes des colons israéliens qui, année après année, leur volaient leurs territoires et les obligeaient à les quitter. Et aujourd'hui ils meurent, au rythme de dizaines par jour, suite à l'attaque ignoble et sanglante du Hamas qui a déchaîné la réponse folle, meurtrière, et actuellement inacceptable de la part de Benjamin Netanyahu, qui démontre tous les jours qu'il mérite la condamnation pour crimes de guerre décidée par la Cour Pénale Internationale.

Malheureusement, en tant qu'Italien, je ressens une honte profonde et glaciale vis-à-vis du silence du président¹ du Conseil des Ministres italien, Giorgia Meloni.

Un silence encore plus étonnant si l'on sait qu'il a commencé sa carrière politique dans l'ancien Mouvement Social Italien, un parti qui a eu à cœur la cause palestinienne, certainement en raison de son antisémitisme jamais nié.

Aujourd'hui, le président Meloni qui vient de cette tradition et qui revendique ses racines reste silencieux.

suite »»»

(1) *Madame Meloni veut qu'on décline son titre de "président" au masculin.*

Il est trop risqué pour elle de prendre position, de déplaire aux États-Unis, d'aller à l'encontre du lobby sioniste, et encore plus de reconnaître un État de Palestine, comme beaucoup plus courageusement la France, l'Espagne, La Norvège, et l'Irlande l'ont fait ou ont déclaré vouloir le faire. Et comme le font déjà, seulement, les trois quarts des États membres des Nations unies.

Mais, dans le même silence, le gouvernement italien vend des armes à Israël. D'ailleurs, il est difficile d'imaginer un comportement différent, de la part du ministre de la Défense Giulio Crosetto, compte tenu de son passé et de ses relations avec le lobby des armes lorsqu'il était président de la Fédération des entreprises italiennes de l'aérospatiale, de la défense et de la sécurité (AIAD).

Mais ce qui m'étonne, m'énerve, me désespère, c'est l'attitude du Président de la République, Sergio Mattarella. Président Mattarella, pourquoi ne parlez-vous pas ? Pourquoi ne dites-vous pas que ce qui se passe en Israël est un génocide scientifiquement pensé et réalisé ? Pourquoi ne pouvez-vous pas dire maintenant que tout cela n'a plus rien à voir avec l'attaque criminelle, antisioniste et perverse du 7 octobre 2024 ?

N'avez-vous pas lu, comme nous, les déclarations des ministres israéliens qui considèrent chaque enfant palestinien comme un ennemi ? Savez-vous que le projet de faire de la bande de Gaza un lieu de villégiature de luxe n'est pas seulement une « boutade » bonne pour les armes de diversion massive du président Trump, mais que les colons juifs (illégaux) ont déjà préparé des tracts avec des projets immobiliers dans cette région ?

Ne voyez-vous pas les milliers de draps blancs partout en Italie, qui commémorent les morts en Palestine ? Ou les drapeaux palestiniens sur les images du Giro d'Italia ? Voulons-nous vraiment croire que tous ces gens sont pro-Hamas ? Est-il si difficile de penser qu'ils vomissent juste leur dégoût face à la stratégie génocidaire du criminel de guerre Benjamin Netanyahu ?

Vous avez l'immense privilège, mais en même temps la responsabilité énorme de représenter tous les Italiens et toutes les Italiennes. Tous et toutes.

De quoi avez-vous encore besoin pour défendre la dignité d'un peuple, le peuple italien, oui, le peuple italien, qui n'a aucune envie d'être associé à la vision utilitariste, lâche, pro-américaine et pro-sioniste du Premier ministre et de son gouvernement ?

Je vous demande donc : voulez-vous vraiment entrer dans l'histoire aux côtés du président Meloni, comme celui qui est resté silencieux face au génocide palestinien ?

Vous avez le devoir moral et éthique de dire clairement qu'Israël est en train de réaliser un génocide. De dire de façon nette que la Palestine a le droit à son propre État. Et que l'Italie, que vous représentez, reconnaît l'État de Palestine.

Chaque jour qui passe, il y a de plus en plus d'Italiens et d'Italiennes qui ne se sentent plus représentés par vous. Je suis parmi eux et elles. Ça ne va pas changer vos journées, mais je tiens à vous le dire.

Si vous n'êtes pas capable de lever la voix, vous pouvez vous considérer comme complice du gouvernement du Président Meloni, et vous devenez complice de la mort de plus de 60 000 personnes, dont au moins la moitié de femmes et d'enfants, en somme, du génocide du peuple palestinien.

Si vous restez dans votre silence, honte à vous, Président Mattarella, pour toujours, et honte à toutes les personnes de pouvoir, en Italie et à l'étranger, qui ont assisté, immobiles, à l'élimination des Palestiniens et des Palestiniennes. L'histoire vous a déjà condamnés.

Dr Berardino De Bari, Boudry

11

Gaspillage automobile, le paradoxe climatique

Focalisés sur le changement climatique, nous sommes incités à changer régulièrement de voitures afin d'économiser de l'énergie et réduire les émissions de CO₂. Ainsi pour diminuer notre consommation d'énergie, nous augmentons notre consommation de véhicules. Résultat : nous gaspillons ! Or le gaspillage n'est bon ni pour le climat, ni pour l'environnement, ni pour la biodiversité. Cette politique poussant au gaspillage automobile est réductrice et fâcheuse pour nos vies... car c'est oublier la pollution chimique qui empoisonne la vie.

En effet, à chaque fois que nous fabriquons une voiture, non seulement nous consommons de grandes quantités d'énergie (CO₂) et affaiblissons les ressources naturelles, mais nous rejetons dans l'air, l'eau et les sols des substances chimiques toxiques qui tuent la vie !

Et pourtant, changer de voiture pour une neuve, c'est le réflexe collectivement cultivé pour améliorer la situation climatique. Si bien que lorsque nous changeons de véhicule pour un neuf, nous avons l'impression de participer à la protection du climat et de l'environnement.

Garder sa « vieille » voiture ou acheter une neuve ?

Un dilemme, cette question ! À vrai dire, pas si on la regarde sous l'angle de la pollution chimique et de la défense de la vie. Car vue sous cet angle, cela devient clair. Plus nous fabriquons de voitures, plus nous rejetons des substances toxiques dans notre environnement et plus nous effaçons la vie à la surface de la planète.

suite »»»

Ce sont un empoisonnement et une perte en biodiversité incalculables par nos écobilans et irrémédiables, mais surtout qui ne sont pas compensables par l'utilisation de l'objet roulant.

La pollution chimique n'est pas compensable.

Les dégâts causés par les produits toxiques envoyés lors de la fabrication dans l'air, l'eau et les sols sont irréversibles. Donc j'ai beau parcourir des millions de kilomètres avec la même voiture, je n'arriverai jamais à revenir en arrière. Idem pour la perte en biodiversité. Ainsi, à chaque fois que je décide de me séparer de mon ancien véhicule pour en acheter un neuf, j'acte un empoisonnement supplémentaire du vivant et j'amplifie la décroissance de la vie sur Terre. Dès lors, garder sa « vieille » voiture est plus écologique que la changer pour une neuve. De plus, il y a aussi le problème lié à l'exportation.

L'exportation de nos voitures aggrave la situation globale

Les exportations de véhicules usagés sont en constante augmentation. De 118'000 en 2015, ils étaient 136'000 en 2023 à partir à la conquête d'autres horizons. Pour la plupart, c'est sur le continent africain qu'ils continuent à rouler, dans des pays exempts de contrôles périodiques.

Là-bas, nos véhicules se voient dénudés de leurs systèmes électroniques. Les mécaniciens locaux parviennent malgré cette mutilation à faire démarrer les moteurs qui laissent échapper une fumée noir corbeau. Ainsi lorsque je choisis de me séparer de ma « vieille » voiture pour une neuve, je stimule les exportations et contribue à l'asphyxie des populations récupérant le vieux modèle ailleurs sur la planète. Envoyer nos anciens véhicules finir leur vie et polluer sous d'autres cieux moins organisés aggrave la situation écologique globale et affermit la crise climatique. Ce simple fait devrait nous sauter aux yeux !

Recycler le gaspillage n'est pas une solution

La solution n'est pas de continuer à gaspiller et de recycler ce gaspillage. Dans un univers intelligent, il ne peut y avoir de gaspillage. Et dans la situation que nous connaissons, l'intelligence réside dans le fait de réduire la quantité. Dès lors, la responsabilité première des politiques est de légiférer pour éviter le gaspillage.

Pour le secteur automobile, il s'agirait d'inverser la tendance actuelle; soit encourager la population à utiliser son véhicule le plus longtemps possible et favoriser l'achat de voitures d'occasion plutôt que de neuves. Mais les écobilans nous disent le contraire.

Les écobilans contribuent au gaspillage

L'interprétation de nos écobilans induit à nous faire acheter du neuf et à jeter du « vieux » en état de marche, ce qui stimule la surconsommation et l'empoisonnement du vivant.

Mais nos écobilans peuvent-ils être aussi fiables que nous le souhaiterions ? Et ce d'autant plus pour un objet aussi

complexe que la voiture qui est constituée de 180'000 composants en moyenne.

Les éco-bilans :

- tiennent-ils compte de la pollution engendrée par la fabrication du surplus de véhicules crouppissant sur les parcs d'occasions ?
- sont-ils capables de calculer la valeur des vies perdues par le déversement des substances toxiques dans l'environnement ?
- peuvent-ils vraiment englober suffisamment de paramètres pour nous indiquer la voie à suivre, entre garder notre voiture ou changer pour du neuf ?

Vu la situation globale à laquelle nous avons à faire face, ces questions sont primordiales et l'honnêteté intellectuelle, pour y répondre, est essentielle.

Les garagistes souffrent de ce surplus

Sur le plan économique, les garagistes subissent également cette politique. Ce sont eux qui doivent financer le surplus de véhicules et cela pèse sur le fonctionnement économique de leurs entreprises. Pécuniairement, ce sont en effet des milliards immobilisés sur les parkings de ces PME. Et, de surcroît, ces véhicules perdent chaque jour de la valeur.

Les 4.7 millions de voitures ornant les statistiques officielles ne comprennent que les véhicules immatriculés, les autres disparaissent des relevés. On ne sait donc pas combien de voitures compte la Suisse !

Chaque année quelque 60'000 voitures disparaissent des écrans radar. Nos Autorités sont, à ce jour, incapables de savoir où finissent les véhicules du marché helvétique.

Comment légiférer correctement avec des statistiques aussi incomplètes ? Pour gérer un élément aussi fondamental de la politique environnementale du pays que celui du secteur automobile et assurer un développement économique sain de ce segment économique d'importance, il s'agit de corriger cette carence afin de jouir d'un état des lieux réel du parc automobile national.

Il nous faut un état des lieux réel du parc automobile national.

Cette correction est l'une des dix propositions politiques faites dans le petit livre HALTE¹. Elle est soutenue par la signature de plus de 200 garagistes. Ainsi une motion parlementaire allant dans ce sens a été déposée sous la Coupole fédérale.

Lucien Willemin, La Chaux-de-Fonds

¹ *Références du livre :*

« HALTE AU GASPILLAGE AUTOMOBILE » aux Éditions d'en bas

« La nature est par définition le complexe vivant dans lequel l'être humain doit enfin trouver sa juste place, s'il ne veut être éradiqué par ses propres erreurs. ».

–Pierre Rabhi

Coup de patte

La diplomatie qui sied au séant

Nous avons, parmi les «Sages» de notre gouvernement, un conseiller qui, interrogé sur les ondes de la RTS en novembre 2024, a affirmé préférer Trump à Madame Harris. C'est-à-dire qu'un de nos ministres, censé défendre les usages démocratiques suisses, issu d'un parti qui ne manque jamais de rappeler son attachement aux valeurs de notre démocratie «directe», avoue qu'il voterait pour un criminel avéré. Lequel, avant et au cours de son premier mandat, a bafoué son serment, a provoqué et tenté un misérable coup d'État, a, tel un minable escroc, établi de vraies fausses factures, a profité de sa position pour mener ses petites affaires – et quand je dis «petites», je minimise. A fait faillite plusieurs fois, s'est vanté de ne pas avoir payé ses impôts, a outrageusement pratiqué le népotisme, a triché avec les résultats électoraux, a menti de façon aussi permanente que grossière, a refusé de transmettre le pouvoir en contestant sa défaite maintes fois vérifiée, a soustrait des documents sensibles, a nommé des juges corrompus, a encouragé ses partisans au lynchage de son vice-président, a payé une actrice «spécialisée» pour qu'elle passe sous silence... ses exploits extra conjuguux.

Vous en voulez encore, ou cela vous suffit-il pour vous persuader que jamais vous n'auriez élu un tel malfrat? Pourtant, depuis qu'il est revenu aux affaires – c'est le cas de le dire –, il a fait beaucoup mieux. Je n'énumérerai pas ici toutes les vilénies qu'il a, et continue à mettre à son passif, mais il m'est difficile de ne pas mentionner le chaos économique qu'il inflige à toute la planète, y compris aux plus vulnérables de ses concitoyens. Cerise sur le gâteau, il s'en est vanté, le monde entier est venu à Washington afin de lui «polir» le séant, qui chez lui, reconnaissons-le, est imposant.

En ce qui concerne notre petite Suisse, nous avons vu à quel point il n'eût que mépris envers les visites et les appels téléphoniques de notre présidente. Il a argumenté que la balance commerciale entre nos deux pays nous était beaucoup trop favorable. J'eus souhaité qu'il expliquât comment eût-il été possible qu'un petit pays de 9 millions d'âmes puisse absorber la production d'une nation de près de 350 millions d'habitants. Nous avons pourtant un pouvoir d'achat digne de l'appétit d'un ogre! Ne nous lui achetons-pas ses fichus F35? Nous peinons d'ailleurs à distinguer en quoi ils nous seraient plus utiles que des aéronefs moins «transatlantiques», et pour tout dire... plus «continentaux».

Nos autorités, à l'instar de bien d'autres, sont allées, en notre nom, participer... comment dire ça, avec délicatesse? Disons... à l'entreprise «d'amadouement», avec pour résultat, celui que nous connaissons.

Vous, je ne sais pas, mais sans doute eût-il fallu désigner pour cette importante mission, celui de nos ministres qui eût préféré un triste sire condamné à une honnête femme. Sexiste et misogyne en plus? *Meeuh noooooon*, voyons! C'est juste qu'il a pensé, oh horreur, que la dame était un peu trop... «à gauche».

(Écrit le 30 août 2025) Marc Gabriel

Coup de griffe

Visiteurs à Washington!

Tous volontaires, venant du même continent, ils sont venus escorter le petit humoriste de Kiev. *Iznogoud* qui rêvait d'être le Grand Calife à la place du Grand Calife avait mis sa cravate rouge, celle des grands jours. C'était un signe, et cela ne présageait rien de bon, car il portait le même accessoire le jour où il avait reçu le petit homme. Ce fameux jour où il humilia le pauvre président de l'Ukraine.

Mais, cette fois-ci, *Iznogoud* n'eut rien à redire sur la tenue vestimentaire du petit homme, celui-ci quoique paraissant mal à l'aise dans son veston noir étriqué n'avait pas eu l'outrecuidance de venir en T-shirt kaki.

Par ailleurs, avant son entrée dans le salon ovale de la Maison Blanche, l'un des volontaires demanda à un de ses comparses de vérifier s'il avait des pellicules sur sa veste, pas très rassuré, il balaya tout de même d'un revers de main ses épaulettes. Il était hors de question pour ce volontaire, dont le coq était son emblème, de subir une fois de plus des remarques déplacées et offensantes de la part de sa Majesté le Grand et ô combien puissant *Iznogoud*.

La clique bienveillante désirait apporter des garanties de protection de survie en cas d'accord de paix. Ils étaient prêts, prétendaient-ils, à tous les sacrifices pour protéger le petit homme. Le magnanime *Iznogoud* prit note qu'ils désiraient armer jusqu'aux dents le Royaume de Kiev afin que le Roitelet vêtu de kaki ne fût pas dévoré par le Loup de Sibérie.

L'homme d'affaires à la houpette blonde délavée qui sommeillait s'éveilla soudain. Nous sommes d'accord, dit-il aux volontaires, je fournirai toutes les armes nécessaires à votre petit protégé si la paix n'est pas effective d'ici une semaine. Mais il ne précisa pas l'année...

Les visiteurs étaient aux anges, enfin, l'entente régnait au sein de la famille occidentale. Mais ce qui suivit ne les enchantait guère. Donc, reprit *Iznogoud* en regardant bien dans les yeux de chacun, je fournis les armes et c'est vous qui passerez à la caisse. Mais, nous pourrions également livrer une partie de notre armement, se risqua à dire la gouvernante de la Botte.

Qui êtes-vous pour discuter mes ordres? dit *Iznogoud* dans un éclat de rire. Vous n'avez pas les cartes, et moi... je suis blindé aux as. C'est moi seul qui mène le jeu, et vous, préparez les fonds. C'est un bon *deal*! Et si c'est bon pour l'Amérique, je crois que c'est très bon pour l'Europe.

Et, qu'en est-il des taxes douanières? Nous pourrions en discuter puisque nous sommes tous réunis, se hasarda à dire le volontaire dont l'aigle était l'emblème. Je n'aime pas du tout quand quiconque discute mes décisions. Ça me rend triste, pas content du tout! Non, suis pas content... Le Roi du business, c'est moi! En Amérique, on sait faire des affaires.

(Fait le 1^{er} septembre 2025) Emilie Salamin-Amar

F-35 OU L'HISTOIRE D'UNE MANIPULATION **Révélation sur un scandale d'État**

Pierre-Alain Fridez, Éditions Favre, septembre 2025

Pierre-Alain Fridez est médecin généraliste à Fontenais, village dont il a été maire de 1997 à 2008. Ancien député au Parlement jurassien, il siège au Conseil national depuis 2011. Il se passionne depuis longtemps pour l'histoire et la géostratégie. Il a notamment publié en 2022 le livre « *Le choix du F-35, erreur grossière ou scandale d'État ?* ». Il vient de consacrer un nouvel ouvrage à cet avion que l'armée suisse a décidé d'acquérir.

En 150 pages, Pierre-Alain Fridez souligne l'erreur du gouvernement et du Parlement de choisir un avion qui n'est absolument pas approprié à la topographie et à la défense du pays et dont le prix a été grossièrement sous-évalué. Il ne mâche pas ses mots : pour lui, ce choix est un véritable scandale d'État.

Le peuple suisse qui a accepté du bout des lèvres (50,1% de oui) un crédit de 6 milliards de francs pour cet achat a été trompé. D'une part parce qu'on ne lui a pas laissé le choix de l'appareil, d'autre part parce qu'on lui a dit qu'on avait obtenu un prix fixe des Américains, ce qui a été démenti par la suite.

Lors de l'affaire des Mirages dans les années soixante, qui avait entraîné la démission du conseiller fédéral Paul Chaudet, il y avait eu naïveté, incompétence et mauvaise estimation. Avec le F-35, c'est beaucoup plus grave car les partisans de cet avion ont sciemment induit en erreur le Conseil Fédéral, en tous les cas, mais également le Parlement.

Tout d'abord en affirmant que l'avion à choisir était destiné à protéger notre espace aérien, alors que le F-35 est un appareil furtif capable de bombardier en dehors des frontières du pays. On peine à imaginer la Suisse faisant la guerre à l'Allemagne, à la France, à l'Italie ou à l'Autriche. À moins qu'on se méfie du petit Liechtenstein !!!

Nombreux dysfonctionnements

Les partisans du F-35 admettent que les performances de vol de cet avion ne sont pas très bonnes et qu'elles se situent clairement en dessous des performances des avions de combat européens évalués. Le contre-argument principal qu'ils invoquent est que ces inconvénients sont largement compensés par la furtivité du F-35. Pourtant la furtivité n'apporte aucun avantage réel pour la police du ciel ou la défense aérienne.

14

Les questions concernant le F-35 sont multiples et aucune d'entre elles n'a reçu une réponse satisfaisante :

- l'armement disponible pour ces avions est très discutable ;
- la transmission des multiples données produite par cet appareil n'est pas résolue ;
- dans un contexte politique difficile, la dépendance à l'égard des États-Unis est inappropriée ;
- l'avion choisi est toujours en développement, il accumule les retards, collectionne les problèmes et creuse les budgets ;
- le moteur actuel est défectueux et il faudra le changer aux frais de l'acheteur ;
- le bruit de cet appareil est beaucoup plus élevé que celui des avions actuels. Il faudra donc indemniser les riverains des aéroports concernés, notamment celui de Payerne.

Une complète opacité

Pierre-Alain Fridez le souligne : le peuple a été trompé. Toute une série de « précautions en lien avec la procédure » semble avoir été mise en place en amont, pour fixer le cap, avant de lancer la stratégie d'acquisition proprement dite. Quelques exemples :

- éviter soigneusement que le peuple puisse se prononcer sur le choix de l'avion ;
- assurer une complète liberté d'action aux porteurs du projet, chez Armasuisse et au sein du Département de la défense ;
- n'avoir qu'un seul écueil à franchir : convaincre le Conseil Fédéral ;
- assurer une opacité complète sur la procédure et sur les résultats des tests.

Il faut aussi souligner que la question de la formation des pilotes a été minimisée, que les expériences d'autres pays ayant acquis des F-35 n'ont pas été prises en compte et que les frais importants inhérents à l'intégration de l'avion dans l'architecture de l'armée suisse ont été passés sous silence. Et que dire des 79 tests (absence totale de transparence) qui ont permis de choisir l'appareil ?

L'équipe restreinte chargée de « monter » le dossier d'évaluation a réussi le tour de force de relever une série incroyable de défis, aidée en cela par l'absence de clairvoyance et de véritable volonté de contrôle des instances à tous les niveaux, parlementaires compris.

Selon Pierre-Alain Fridez, ces différents dysfonctionnements méritent pour le moins la création d'une commission d'enquête parlementaire (CEP), comme à l'époque des Mirages. Avec le crédit voté par le peuple et les suppléments annoncés, on arrivera à la somme astronomique de 200 millions de francs par appareil. Et l'auteur du livre de conclure : « Cet avion est et restera, quoi qu'il arrive, un mauvais choix évident pour la Suisse ».

Les parlementaires fédéraux ne peuvent plus ignorer le désastre sans fin du F-35. S'entêter à acheter cet appareil et refuser la création d'une commission d'enquête reviendrait à trahir la confiance du peuple et à nuire gravement à l'esprit démocratique du pays. La Suisse n'a pas besoin d'un tel scénario catastrophe !

Rémy Cosandey

TRAVERSÉES**Jean-Pierre Bregnard, 2023, Éditions Sur le Haut**

Né à Neuchâtel, Jean-Pierre Bregnard est marié et père de trois enfants. Il vit depuis longtemps à La Chaux-de-Fonds et en Bourgogne. On lui doit notamment *On disait* (1990), *Le fil qui chante* (2002), *Expressions du monde* (2017) et *Traversées* (2023).

Dans *Le fil qui chante*, l'auteur raconte la vie d'un vieil homme qui est né dans la jungle d'un pays de l'Amérique du Sud et qui, après avoir été adopté par un pasteur, a vécu son enfance et son adolescence au sud de l'Allemagne, avant d'émigrer aux États-Unis. Il a ensuite retrouvé Helena, son amie d'enfance, et a vécu avec elle des années de bonheur parfait dans la campagne de l'Illinois. Ce magnifique roman d'amour peut être obtenu gratuitement auprès de la rédaction de L'Essor.

Traversées est l'histoire d'une migrante syrienne qui a traversé la mer pour s'établir à Genève où elle peint de grandes fresques sur les murs de la ville. Un vieil homme, qui essaie d'écrire un roman, a laissé une partie de son appartement à une jeune lectrice dont il a quatre fois l'âge. Entre ces trois personnes s'engage un dialogue fructueux, fait tout d'abord de retenue, puis de confidences intimes. On apprend ainsi à mieux connaître les obstacles que doivent surmonter les réfugiés, les violences auxquelles ils sont confrontés et les difficultés qu'ils doivent affronter dans leur nouvelle patrie.

Jean-Pierre Bregnard a peu écrit. Ses livres sont mûrement réfléchis et son écriture est d'une très grande qualité. Il mériterait d'être mieux connu car les deux romans cités dans cet article témoignent d'une grande érudition et donnent à réfléchir sur les vicissitudes de la vie.

— Rémy Cosandey

MON AMI LE LION**Patrick Dolt (récit et illustration), octobre 2025, Éditions Weber**

Conteur et illustrateur, Patrick Dolt est né, a grandi et vit en Valais. Après avoir réalisé « *La petite fille dans les nuages* » en 2023, il nous propose cette fois-ci de découvrir une nouvelle aventure au cœur du petit monde de Cécile. De son premier ouvrage, on sait que la petite Cécile aime passer ses mercredis de congé chez sa grand-mère. La vieille dame vit dans une ferme située au cœur des Alpes valaisannes. Cécile est heureuse d'y prendre soin de ses amis les animaux de la campagne. Il y a des lapins, des poules, des chèvres, et même Sidonie, la belle vache noire.

Dans ce second ouvrage, c'est déjà l'été. Il fait chaud. Voici venu le temps des grandes vacances ! La petite Cécile adore jouer avec l'eau de la belle fontaine... Mais est-ce bien raisonnable de se baigner dans une eau si froide ? Que vont dire ses parents ? Et son ami le lion, qu'en pense-t-il ? En route vers le chemin des bois, là où douceur et poésie nous attendent, l'auteur nous accompagne en nous donnant la main.

— MBe & l'éditeur

DORÉNAVANT**Marie Houriet, août 2025, Éditions de l'Aire**

Ce roman, le quatrième de Marie Houriet, retrace le succès et la déroute de PHARE, un projet d'envergure internationale censé répondre aux enjeux du réchauffement climatique. Il raconte le deuil qui suit la débâcle, face au crépuscule du monde tel que nous le connaissons.

En alternant les points de vue de ses différents personnages, tour à tour désabusés, cyniques ou pleins d'espoirs, l'écrivaine propose une fresque subtile de nos comportements en temps de crise écologique, la mosaïque d'une humanité en détresse.

Née en 1966, Marie Houriet a fait sa scolarité à Fribourg et des études de psychologie et relations internationales à Genève, suivies d'un master sur les pays en développement à Zurich et un séjour de quelques mois en Amérique centrale. En 2001, elle est lauréate d'une bourse de l'État de Genève pour l'écriture d'une pièce de théâtre : *De gris et de violet*. Elle a publié trois romans : *Des Jours meilleurs* (L'Aire, 2018 – sélection Prix Roman des Romands), *Coup de sac* (SJE, 2015) et *Viva Movida* (L'Harmattan, 2001). Marie Houriet vit dans le Jura depuis 2005.

— La Rédaction & l'éditeur

PARTAGEONS NOS LECTURES !

À l'ère des médias numériques qui déversent sur nous une actualité parfois désespérante, la lecture d'un vrai bouquin – qu'on prend en main, qu'on pose puis qu'on reprend et dont on tourne les pages avec délectation ou anticipation – reste un exercice bon pour la tête comme pour le moral.

*Comme nous, vous aimez lire, apparemment. C'est pourquoi nous vous invitons à partager l'une ou l'autre de vos lectures sous forme de **Note de lecture** à l'intention de nos autres abonné-e-s !*

Rien de bien compliqué : votre court texte, ne dépassant pas 1500 signes, avec les infos complètes de l'ouvrage (titre, auteur, éditeur, année de parution), à adresser à la **Rédaction** (adresse page suivante).

Sont retenues les caractéristiques exceptionnelles d'âge, de circonférence, l'intérêt dendrologique, ainsi que la valeur paysagère, historique ou culturelle.



Source : *La Liberté*

Écrivez-nous !

Mise en page : Journal L'Essor, MBe
Impression : Imprimerie Monney Services SNC